

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES
DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

SANTÉ DES ÉCOSYSTÈMES

Note d'orientation succincte

(Document présenté par le Secrétariat)

1. Résumé du programme/projet	
Intitulé du programme/projet :	Santé des écosystèmes
Bénéficiaires :	États et Territoires insulaires océaniques
<p>2. Contexte</p> <p><i>Le programme intégré « Santé des écosystèmes » porte sur la gestion des interactions entre les activités humaines et l'environnement et a pour objectif de promouvoir le développement durable des moyens d'existence et la protection de la biodiversité et des écosystèmes. L'accent est mis sur la gestion avisée des ressources naturelles au travers de mécanismes de gestion communautaire reposant sur des plans d'utilisation des terres inclusifs et adaptés au contexte local.</i></p> <p>Le programme tente d'apporter des solutions en réponse aux trois grands enjeux de l'Anthropocène, à savoir la prévention de l'appauvrissement de la biodiversité et la restauration de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'apport durable de ressources pour la sécurité alimentaire et le renforcement des moyens d'existence d'une population en constante augmentation. Il débouchera, dans le long terme, sur la mise en place d'un système coordonné à l'échelle de l'Océanie qui permettra de gérer de manière efficace l'ensemble des interactions entre les sociétés humaines et leur environnement. Le programme contribue par ailleurs à la collecte et à la gestion des nombreuses données qui doivent être analysées aux fins de l'élaboration de plans d'utilisation des terres de nature à favoriser la gestion efficace des paysages. Ces plans d'utilisation des terres de porte locale visent à répondre aux besoins propres à une région, à un bassin versant ou à une île.</p> <p>La terre, les forêts et les arbres jouent un rôle majeur dans le développement économique, social, environnemental et culturel des communautés du Pacifique. Plus de 90 % des Océaniques pratiquent l'agriculture semi-vivrière à petite échelle, et les terres et les forêts constituent un capital naturel qui se transmet de génération en génération. Malheureusement, les fragiles paysages insulaires du Pacifique sont aujourd'hui menacés par des facteurs comme le changement climatique, l'accroissement démographique, les perturbations du cycle de l'eau, la dégradation des forêts et des terres, l'intensification de la pression productiviste et les contraintes propres au logement en milieu communautaire et au développement local en général. Ces phénomènes ne sont pas sans incidence sur les écosystèmes, dont ils réduisent la résilience des terres et la capacité à assurer la pérennité des moyens de subsistance et de la biodiversité. Les problèmes auxquels est confrontée la région s'inscrivent dans le contexte global des enjeux liés au développement mondial, et des stratégies d'adaptation s'imposent pour enrayer la disparition des espèces</p>	

et les modifications de la composition des écosystèmes engendrées par le changement climatique (Ceballos, Ehrlich & Dirzo, 2017 ; Hallmann CA *et al.*, 2017; Urban, 2015). Les interactions entre activité humaine et environnement forment un système complexe qui fait intervenir de multiples éléments, interactions et boucles de rétroaction et repose sur des relations génératrices de règles. Le programme intégré « Santé des écosystèmes » vise précisément à mieux cerner ces règles tout en concrétisant les possibilités qu'offre la gestion durable des écosystèmes en matière de développement des moyens d'existence.

Des efforts et des ressources considérables sont nécessaires pour transformer des terres exploitées uniquement à des fins lucratives en paysages nourriciers, climatorésilients et riches en biodiversité. La bonne mise en œuvre de ces stratégies exige la participation des parties prenantes locales au travers de programmes communautaires de gestion des ressources, et suppose d'établir des voies de communication solides entre tous les intervenants, y compris les femmes et les jeunes. Le programme vise par ailleurs à promouvoir une approche communautaire des paysages, de sorte que la gestion des ressources naturelles ne soit pas laissée aux seuls propriétaires fonciers ou aux pouvoirs publics.

Il convient de recueillir des données pertinentes et de mettre en place des systèmes adaptés de nature à faciliter l'accès à des données utiles aux décideurs et aux communautés. La Division ressources terrestres dispose déjà ou a entrepris d'élaborer des outils et des applications permettant de gérer et d'analyser les nombreuses données entrant dans l'élaboration des plans d'utilisation des terres.

3. Théorie du changement

La mise en place d'un système opérationnel et efficace de gestion des interactions entre la société et l'environnement présentant des avantages pour l'ensemble de la région sera coordonnée au titre d'un programme intégré qui s'articule autour des trois axes de travail suivants :

1. Cadres politiques et réglementaires : mise en œuvre et suivi de politiques et de cadres réglementaires inclusifs et adaptés aux régimes de propriété coutumière, aux fins de la préservation des ressources naturelles. *Interactions entre l'eau, les sols, les forêts, la végétation et la biodiversité – encore préservés et endémiques.*
2. Systèmes et pratiques de gestion : adoption de systèmes et de pratiques durables et adaptés. Élaboration et mise en œuvre de plans d'utilisation des terres inclusifs et sur mesure ciblant les enjeux propres à des zones spécifiques.
3. Renforcement des capacités et communication : renforcement des capacités des parties prenantes à mettre en œuvre et à promouvoir des systèmes et des pratiques durables. Les actions menées dans ce domaine s'appuient sur la collecte et la gestion des données tirées des inventaires des ressources.

4. Préparation

La Division ressources terrestres justifie de compétences dans les domaines de la gestion des inventaires forestiers et de l'élaboration de plans d'utilisation des terres.

5. Champ d'activité et modalités de gestion/mise en œuvre

Le programme regroupe des projets dont la coordination est assurée par le biais d'un système de gestion conçu pour garantir le partage efficace et concret des ressources et le caractère complémentaire des stratégies retenues, pour le plus grand bénéfice des communautés ciblées.

Afin d'assurer la production durable de biens et de services, le programme privilégiera les méthodes de gestion des terres fondées sur la biodiversité, et notamment l'agroforesterie, le sylvopastoralisme, l'agriculture climato-intelligente et la gestion écosystémique des forêts. Ces démarches mettent l'accent sur l'acquisition de connaissances à l'échelle communautaire (capital humain et social), l'idée étant de permettre aux populations locales de gagner en autonomie et de gérer directement leurs ressources naturelles dans un environnement de travail productif et durable. Dans ce contexte, la place faite à la participation des femmes et des jeunes facilitera la cartographie des interactions complexes entre des composantes et des parties prenantes très diverses. Cette approche communautaire vise à concilier des objectifs économiques et environnementaux parfois contradictoires qui varient en fonction des particularités locales et du contexte socioéconomique, politique et culturel propre à chaque région. Le mécanisme d'appui à la gestion des paysages dans le Pacifique (PLMSF), créé par la Division ressources terrestres pour coordonner la collecte de données sous une forme exploitable par les décideurs, viendra appuyer la mise en œuvre du programme.

Les actions de renforcement des capacités et de sensibilisation visant à accompagner le processus de transformation de terres utilisées « uniquement » à des fins productives en paysages gérés de manière durable demandent du temps et des ressources. Une des étapes clés de ce processus consiste à abandonner les pratiques fondées sur la propriété foncière au profit de modes de gestion avisée des terres reposant sur la gestion communautaire des ressources.

6. Quels sont les éléments attestant que la CPS est la mieux placée pour mener ces activités ?

La Division, au titre de son pilier 2, intervient déjà dans le domaine de la gestion durable des forêts et des paysages. Elle a élaboré, mis en œuvre et piloté plusieurs initiatives visant à établir un juste équilibre entre gestion des ressources naturelles d'une part et développement économique et moyens d'existence de l'autre. De plus, elle travaille en concertation avec les directeurs de la foresterie, de l'agriculture, de l'élevage de l'environnement, ainsi qu'avec les ministres des Forêts des pays membres de la CPS. Enfin, le pilier 2 regroupe l'ensemble des compétences et des réseaux nécessaires pour faciliter l'échange d'expériences entre les États et Territoires insulaires océaniques.

Théorie du changement du programme

ORIGINAL : ANGLAIS

Objectif à long terme

Impact sur les individus, les populations et les institutions

Changements immédiats et à moyen terme

Produits

Capacités

Santé des écosystèmes

Mise en place d'un système opérationnel efficace de gestion des interactions entre la société et l'environnement, au bénéfice de la région du Pacifique.

Cadres politiques et réglementaires :

Mise en œuvre et suivi de politiques et de cadres réglementaires inclusifs adaptés aux régimes de propriété coutumière, aux fins de la conservation des ressources naturelles. *Interactions entre l'eau, les sols, les forêts, la végétation et la biodiversité – encore préservés et endémiques.*

Systèmes et pratiques de gestion :

Élaboration et adoption de systèmes et de pratiques durables et adaptés.

Renforcement des capacités et communication :

Renforcement des capacités à mettre en œuvre et à promouvoir des systèmes et des pratiques durables. Mise en place de nouvelles plateformes de diffusion des pratiques les plus probantes et renforcement des plateformes existantes.

HYPOTHÈSES ET RISQUES

Quels sont les hypothèses et les risques liés aux changements et à leur impact ?

- Recours à un intermédiaire chevronné, au fait des politiques et des cadres et capable de relayer les réflexions et les problèmes des parties prenantes.

- Il est difficile de cartographier et d'analyser efficacement le large éventail de données, d'interactions, de relations et de boucles de rétroaction propres aux systèmes complexes.

- Il faut mettre en place des capacités permanentes, au service des pays insulaires océaniques, pour les conseiller sur la conception de leurs inventaires (carbone et produits forestiers ligneux et non ligneux)

- La gestion durable de l'utilisation des terres suppose que les communautés comprennent les stratégies de développement et d'exploitation correspondant au potentiel de leurs ressources naturelles.

Changements requis à moyen terme pour produire l'impact escompté - évolution des savoirs, compétences, attitudes ou pratiques

Deux pays pilotes sélectionnés et stratégies mises en œuvre, *d'abord à titre pilote dans les deux pays ciblés, en vue de l'obtention de produits mesurables.*

Plans d'utilisation des terres inclusifs et sur mesure élaborés et mis en œuvre, *d'abord à titre pilote dans deux pays ciblés, en vue de l'obtention de produits mesurables.*

Mécanisme d'appui à la gestion des paysages dans le Pacifique (PLMSF) mis en place et opérationnel. *Renforcement des capacités existantes de coordination de l'approche paysagère (pilier 2 de la Division RT).*

Activités requises aux fins de ces changements

Politiques et cadres uniformes et cohérents adaptés aux contextes nationaux et liés aux engagements régionaux et internationaux (*suivi des changements*). Stratégies de mise en œuvre rédigées et opérationnelles (*projets de document*).

Recensement des données nationales sur l'état actuel des ressources et les modes potentiels d'aménagement du territoire. Création d'une *base de données assortie, le cas échéant, de liens vers des données à gestion souveraine*. Élaboration de plans d'utilisation des terres (PUT) inclusifs à l'échelle des districts/des paysages/des sous-bassins. *Documents relatifs aux PUT*. Systèmes de gestion opérationnels adaptés aux PUT. *Sites de mise en œuvre délimités*. Liens et synergies avec d'autres programmes (One Health, Fonds vert pour le climat, 11^e FED, etc.).

Capacité à élaborer, mettre en œuvre et gérer des PUT et des plans de gestion forestière, sur la base des inventaires. Gestion, traitement et analyse des données issues des inventaires fonciers, agricoles et forestiers. Introduction d'applications numériques de gestion paysagère. Sensibilisation aux ressources naturelles et aux interactions entre société et environnement (terrestre et marin), biodiversité et sécurité alimentaire.

Bâtir des passerelles afin d'encourager les femmes à se faire entendre et les jeunes leaders à exprimer des idées nouvelles pour améliorer la gestion des écosystèmes. PLMSF mis en place à la Division ressources terrestres et opérationnel.

- Inventaire forestier (conception, réalisation, analyse).
- Planification de l'utilisation des terres pilotée par les communautés *à partir des résultats d'études biophysiques et d'une évaluation des besoins communautaires (sécurité alimentaire, facteurs socioéconomiques, savoirs culturels et traditionnels, sensibilisation politique)*.
- Plateforme numérique mise en place à l'appui du réseau existant.

Sensibilisation et abandon des pratiques fondées sur la propriété foncière au profit de modes de gestion avisée des terres dans les pays insulaires océaniques. Gestion paysagère à long terme perçue comme durable dans le contexte de ces nouveaux modes de gestion.

Compétences, processus, systèmes, relations, réseaux, stratégies et capacités requises

Les capacités existent – ne manquent que la coordination, le temps et les ressources.

Capacités nationales limitées en matière d'inventaire et d'utilisation des terres (*renforcement des capacités compris*).

Les capacités et les moyens nationaux de mise en œuvre et d'appui sont limités en l'absence d'aide extérieure.